

Attitude Santé

Nouvèl ODELPA/Forum de la société civile ●●●●●●●●



ONUSIDA

FORUM
SOCIÉTÉ CIVILE



CSEVIH
Observatoire Communautaire
sur des services VIH

Décembre 2023

Sommaire

Page 3

Maryse ou l'histoire
bouleversante d'une adolescente

Page 4

Cap-Haïtien/ VIH : La Stigmatisation
et la Violence, épines à la prévention
du VIH et aux traitements des PVVIH

Page 5

Des leaders de la société civile
pour un service différencié
plus efficace dans la lutte
contre le VIH

Page 6

Solidarité des Femmes Haïtiennes
Journalistes dans la lutte
contre la VBG

Page 8

Lutte contre le Sida :
Un septuagénaire PVVIH
à la rescousse de ses pairs



Editorial

VIH : OCSEVIH, un outil de surveillance efficace, *de veille et de plaidoyer en faveur des PVVIH*

L'année 2023 tire sa révérence et laisse derrière elle les nombreux bouleversements qui ont caractérisé la société haïtienne particulièrement au niveau sécuritaire. Une nouvelle année s'ouvre devant nous avec ses espoirs et ses vœux les plus emblématiques : l'amour, la paix, la sécurité, la prospérité et le bien-être dans tous ses déterminants de la santé.



Nombreuses ont été les institutions à marquer d'une pierre blanche l'année 2023. Elles ont bravé à tous les instants le danger pour apporter leur soutien aux Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) et aux communautés les plus vulnérables du pays. Des actes de courage et de détermination se sont illustrés dans plusieurs communautés d'un pays marqué par des territoires perdus, pour reprendre le discours institutionnel.

L'Observatoire communautaire des Services VIH (OCSEVIH), ce Programme mis en œuvre par le Forum de la Société Civile de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et la Malaria, tout au long de l'année 2023, n'a pas ménagé ses efforts pour continuer le Plaidoyer en faveur des services plus efficaces et non-discriminants en faveur des PVVIH, des populations clés et des groupes vulnérables.

On soulignera, au passage, des rencontres, des réunions stratégiques, des missions de terrain. Toutes ces activités se sont multipliées pour dire non aux différentes formes de discrimination et de stigmatisation dont sont victimes au quotidien les PVVIH. Des langues se sont déliées au cours de nos enquêtes pour témoigner de l'ampleur de ces phénomènes dans les services médicaux et dans l'environnement social. Cette marque, ce supplice, cette réprobation sociale a encore de beaux jours devant elle, elle aura la vie dure, si on ne continue pas à éduquer, à sensibiliser les gens pour que les choses changent dans notre milieu.

On notera que des ateliers de formation ont été réalisés à l'intention des moniteurs et coordonnateurs de zone qui vont être déployés sur le terrain à partir de janvier 2024, dans le but de recueillir des données susceptibles d'aider à l'amélioration de la qualité de services offerts dans les sites de soins et de prise en charge. Ces séances de sensibilisation témoignent de la volonté du Forum de la Société civile de développer de meilleurs outils de surveillance dans les sites de prestation de services en faveur de PVVIH.

Pour cette dernière édition de l'année 2023, notre newsletter offre aux lecteurs la possibilité de découvrir eux-mêmes les activités menées sur le terrain. À l'appui, pour illustrer, des témoignages émouvants de PVVIH victimes de discrimination et de stigmatisation.

Cette édition vient allumer, en ce nouvel an, ses projecteurs sur la dure réalité à laquelle sont confrontées les femmes et les jeunes filles de notre société. Leurs paroles condensent et résument à la foi la violence dont sont victimes les plus vulnérables. Outre la violence qu'elles ont subie dans leur chair, parfois, elles ont contracté le virus de l'immunodéficience humaine.

En ce nouvel an, notre newsletter s'ouvre à un espace plus large et plus diversifié tout en gardant le cap vers le plaidoyer en faveur des minorités particulièrement les PVVIH.

Bonne année 2024 à nos lecteurs !

Eddy Trofort
Rédacteur en chef

Maryse ou l'histoire bouleversante d'une adolescente

Personne ne s'attendait à un témoignage aussi bouleversant, lors de cette séance de formation sur l'estime de soi de l'Organisation pour le changement des cœurs des enfants démunis d'Haïti (OCCEDH) dans un des camps de déplacés de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Larmes aux yeux, Maryse* tire le rideau sur sa poignante histoire : à seize ans, elle a été violée par son père. Un si lourd secret, elle ne l'a confié qu'à sa mère. Ce traumatisme la démange depuis deux ans.

La triste histoire de Maryse débute à la séparation de ses parents. Elle a neuf ans. Elle vit mal ce divorce. Le temps passe. Sa mère se remarie. Tout de suite la famille recomposée s'agrandit : un garçon et une fille. Ainsi, la jeune fille se hisse à la tête d'une fratrie.

À la séance de formation sur l'estime de soi de l'Organisation pour le changement des cœurs des enfants démunis d'Haïti, Maryse s'ouvre au public attentif à ses paroles. " Autant que je m'en rappelle, je n'étais en manque de rien à la maison. Ma mère et mon beau-père me donnaient tout ce dont j'avais besoin. Et pourtant, j'avais un grand vide en moi. J'avais besoin de mon père ", confesse-t-elle.

Maryse avoue, le ton ému, qu'elle a toujours envié les enfants de son âge en compagnie de leur père. Cette image idéale symbolisait pour elle, le bien-être, une vision du bonheur familial. " Jalouse, je ne supportais pas d'entendre les enfants dire mon papa a fait ceci, mon papa a fait cela. À ma mère, je confiais mes peines et mon besoin de reprendre contact avec mon père. Ce que ma mère avait refusé catégoriquement ", dit-elle.

Quand le besoin du père devient intense qui peut retenir l'enfant ? " J'ai repris contact avec mon papa, enfin. J'avais tout juste 14 ans. Il était si content qu'il m'a proposé de passer un weekend avec lui. Bien entendu, cela n'a pas plu à ma maman, mais elle a fini par accepter ", dit-elle.

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Maryse apprend à connaître son père. Les weekends se succèdent. Maryse s'épanouit dans la fleur de ses quatorze ans.

Un samedi soir, dans le lit paternel, la belle endormie a connu l'amour de l'auteur de ses jours comme deux amants. " Mon père m'a violé. J'ai crié. J'ai hurlé pour que l'irréparable n'arrive pas. Il était insensible, comme possédé. Il a même menacé de me tuer ", dit-elle.

De guerre, lasse, la petite cède aux démons de son père. Depuis ce jour, Maryse se sent sale, avilie, meurtrie, rétrécie de honte.

" Je ne voulais plus aller chez lui, mais je ne pouvais pas donner une raison valable à ma mère. Je continuais d'aller chez mon père. Tous les weekends il me couchait ", raconte-t-elle, le sanglot dans une voix.

Le secret dévoilé et la peine

Comment porter une telle croix ? Comment enfouir dans son cœur un si lourd secret ?

Un jour, elle avoue tout à sa mère. C'était carrément inimaginable pour celle-ci. Pour ne pas avoir l'ombre d'un doute, elle la conduit à l'hôpital. Maryse n'est pas enceinte, mais dans son corps vivait un virus qu'elle était à dix mille lieues de penser. Le VIH était bel et bien installé dans ses cellules et faisait le lit des infections à venir.

« Je n'étais pas près à affronter le VIH. C'est pourquoi je me demande souvent pourquoi je vis ? " se lamente-t-elle.

Lire la suite P. 8

Cap-Haïtien/ VIH : La Stigmatisation et la Violence,

épines à la prévention du VIH et aux traitements des PVVIH

La stigmatisation liée au VIH constitue un défi majeur dans le Nord d'Haïti, en particulier à Cap-Haïtien. Cette réprobation sociale que subit les PVVIH a un impact sur leur vie au quotidien et entrave en même temps tout effort lié à la prévention et au traitement.

Confronté à des problèmes socio-économiques et environnementaux, le département du Nord, n'est pas épargné par cette marque négative qui affecte les patients fréquentant les milieux hospitaliers.

Les mythes liés à la transmission du VIH alimentent le phénomène de stigmatisation. Il en résulte comme conséquences : entrave à l'accès aux soins de santé pour les personnes vivant avec le VIH, perte d'emploi, rejet social, créant ainsi un cercle vicieux qui dissuade les personnes à risque à se faire dépister.

Séropositive, Marie Jules (pseudonyme), jeune capoise âgée d'environ 30 ans, vendue par sa mère à l'adolescence et violée, témoigne de son parcours douloureux. " Je me souviens, en 2005, un homme, ami de la famille, sous les consignes de sa femme m'a demandé de coucher avec son mari. À mon grand étonnement un jour, sous ses yeux j'ai été violé ", dit-elle.

Traître familiale vendu à 10 000 gourdes

Les femmes, notamment dans des contextes familiaux, sont souvent victimes de violences et des traîtres contribuant à la propagation du VIH. Marie, dans sa vie a goûté l'absinthe amère de la violence. Sa mère a vendu ses droits d'ainesse à moins de 100 dollars us. " J'ai connu toutes les souffrances de ce monde. A un premier moment ma mère m'a vendu pour 10 000 gourdes à un homme de plus de 60 ans pendant mon adolescence ", témoigne-t-elle avec répugnance.

Malgré son calvaire, Marie Jules, déterminée, prend ses médicaments antirétroviraux, devenant indétectable et rêvant d'une vie meilleure pour ses 5 enfants testés négatifs et abandonnés par leur père. À un moment donné, elle a pratiqué la prostitution pour sauver ses gosses de la faim. " J'ai subi les foudres des humiliations, discrimination et stigmatisation par le père de mon premier enfant ainsi que mes parents, le pire même des infirmières et des médecins ne m'ont pas épargnée ", signale-t-elle avec une désolation dans sa voix.

Plus de sensibilisation pour de professionnels de santé sur la stigmatisation

La stigmatisation est présente partout sous différentes formes. En ce 21ème siècle elle persiste, avec plus de 4 sur 10 PVVIH ayant vécu une expérience de stigmatisation au cours des 12 derniers mois selon les résultats de l'étude " d'Index Stigma " (UCMIT/PNLS, 2021).

Il est crucial de reconnaître que la stigmatisation liée au VIH est profondément enracinée et nécessite une approche holistique.

Le Dr. Pierre Jean Bernadin, coordonnateur PVVIH à l'hôpital Fort Saint Michel du Cap-Haïtien, souligne la nécessité de former les professionnels de santé pour éviter la discrimination. Gérald Marie Alfred, coordonnateur adjoint de l'Action citoyenne pour l'égalité sociale en Haïti (ACESH), une association qui plaide pour une plus grande sensibilisation, surtout envers les populations clés à savoir les hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe, les personnes transgenres, les consommateurs de drogues injectables et les détenus ainsi que les personnes incarcérées n'ont souvent pas accès à des services adéquats à l'hôpital. " Les soins doivent être inclusifs à toute personne sans discrimination ", a-t-il souligné.

Lire la suite P. 8





Des leaders de la société civile pour un service différencié plus efficace dans la lutte contre le VIH

Du 18 au 20 décembre 2023, L'hôtel EL Rancho a accueilli un atelier de consultation sur le service différencié du dépistage au VIH. Présents à cet atelier : des acteurs de la société civile, des OSC/OBC/ PVVIH, PC et des professionnels de la santé. Cette initiative de l'Organisation de développement et de lutte contre la pauvreté (ODELPA), à travers le forum de la société civile de lutte contre le VIH, avec l'appui financier du Fonds Mondial avait pour objectif de renforcer la capacité les membres du Forum de la société civile impliqués dans la lutte contre le VIH et le respect des droits de la personne humaine et aussi permettre aux participants d'acquérir une large connaissance sur les services différenciés.

Selon la directrice exécutive de l'ODELPA, Soeurette Policar Montjoie, cette activité de trois jours est réalisée simultanément dans trois départements du pays notamment l'Ouest, le Nord et le Sud. Au cours de ces foras, plusieurs thématiques ont été à l'ordre du jour, entre autres, la situation sur le VIH en Haïti avec une vue sur les populations clés, la prestation différenciée des services pour le VIH, l'identité de genre et les droits humains. Les participants devraient relever les différentes lacunes existantes dans leur secteur et de faire des recommandations afin d'améliorer les services de dépistage différenciés et les stratégies à adopter pour atteindre les personnes à risques d'être infectées par le VIH.

" Au cours de cet atelier, les participants ont eu à réfléchir sur les défis d'avoir un service différencié en Haïti, les solutions pour que les PVVIH et les populations clés puissent recevoir un service centré sur le patient tout en identifiant les acteurs pour la mise en place de ce service et les mécanismes à adopter pour sa réalisation ", a fait savoir Mme Montjoie.

" Pour faire jaillir la lumière face à ces interrogations, des groupes de travaux comptant au moins 7 personnes ont été constitués. Les constituants de ces groupes ont fait des recommandations assez intéressantes visant à améliorer la qualité des services dans les sites de prise en charge", a-t-elle poursuivi.

Selon les données partagées avec le service de communication de l'ODELPA, le manque de connaissances relatives à la situation des PVVIH et les PC, de ressources financières et de personnel qualifié constituent un obstacle majeur dans le processus des services

différenciés. Sans oublier la situation sécuritaire du pays. Pour résoudre ces problèmes, les participants ont proposé, entre autres, de faire de nouveau recrutement et des séances de formation pour le personnel, d'appliquer les normes de prise en charge édictées par le Ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP), de renflouer l'enveloppe budgétaire de la santé en Haïti. Pour les participants, les acteurs clés pouvant aider à mettre en place ces services sont : le MSPP, le PNLS, GHIESKO, ONUSIDA, PEPFAR, POZ, les organisations de la société civile, PANOS pour ne citer que ceux-là.

Pour atteindre ces objectifs, il faut élaborer un plan de mise en œuvre, structurer et renforcer les organisations, faire une enquête sur les besoins réels des PVVIH et les PC afin de répartir les ressources par ordre prioritaire.

" Après réflexions, un cahier de charge sera produit avec un rapport relatif à cet événement, puis le soumettre au MSPP, à la présidence du forum, les partenaires financiers, les partenaires de mise en œuvre pour une meilleure riposte dans la lutte contre les trois maladies ", a confié Mme Montjoie.

La représentante du secteur ONG au Comité de Coordination Multisectoriel (CCM-Haïti),

Lire la suite P. 8

VIH : Entretien avec Sœurte Policar Montjoie de l'ODELPA, militante aguerrie dans la lutte contre le VIH et pour les droits des PVVIH

Sœurte P. Montjoie travaille dans le secteur de la santé en Haïti depuis des décennies notamment dans la lutte pour la prévention du VIH. Elle a fait ses armes au côté du journaliste Roosevelt Jean François, Responsable alors du Centre de Communication sur le Sida (CECOSIDA). Aujourd'hui, Mme Montjoie continue la même lutte mais à un autre niveau. Elle fait office de coordonnatrice Exécutive de l'Observatoire Communautaire des Services VIH, un Programme du Forum de la Société Civile, qui travaille pour améliorer les services aux PVVIH. Notre Newsletter a rencontré cette militante aguerrie qui voyage dans plusieurs régions du monde pour participer à des réunions stratégiques. Sœurte Policar Montjoie est également Directrice Générale de l'Organisation de Développement et de Lutte contre la Pauvreté (ODELPA), une organisation non-gouvernementale active en Haïti depuis de nombreuses années. Ses propos sont recueillis par Mackenz Dorvilus.

Mackenz Dorvilus : Le pays fait face à une crise sécuritaire, surtout dans la zone métropolitaine, et les personnes atteintes de VIH ne sont pas épargnées. En tant que membre du Forum de la Société Civile, avez-vous des inquiétudes ?

Sœurte Policar Montjoie : Effectivement, en tant que membre du Forum, je suis préoccupée par la situation. C'est pourquoi, au niveau du Forum, nous plaçons pour que les services de prise en charge s'étendent vers les camps de déplacés afin que les personnes ne restent pas sans accès aux médicaments. Nous menons également des activités de sensibilisation et de distribution de matériels éducatifs et de protection dans les camps.

MD : L'ONUSIDA et ses partenaires se sont fixés comme objectif mondial pour 2030 le "95-95-95". Comment jugez-vous l'évolution des activités de plaidoyer en Haïti dans le cadre de cet objectif pour l'année 2023 ?

SPM : Au niveau du Forum, nous constatons que le travail progresse vers l'objectif. Les activités de plaidoyer ont contribué à atteindre le premier "95" avec une intensification des interventions en prévention et une meilleure information de la population sur le VIH. Pour le deuxième et troisième "95", grâce au projet de Surveillance Dirigée par la Communauté (SDC), le plaidoyer, basé sur la collecte de données, a permis d'accueillir plus de personnes dans les sites, offrant des services plus diversifiés et centrés sur la personne. En ce qui concerne le dernier "95", la Société Civile et les partenaires d'implémentation doivent relever de nombreux défis en Haïti, entravant les actions malgré les progrès réalisés.

MD : Pouvez-vous énumérer pour nous ces obstacles et défis ?

SPM : Manque de matériels pour permettre les tests dans tout le pays. Manque de ressources pour rendre disponibles les résultats à temps. Problème de Gangs armés qui entrave la circulation des tests de charge virale et aussi pour donner les résultats. Ils sont nombreux et déterminants dans la lutte des obstacles et défis. Nous travaillons pour réduire les effets malheureusement certaines choses ne dépendent pas de nous.

MD : Les violences des gangs dans la zone métropolitaine ont-elles affecté vos activités pendant l'année 2023 au niveau de la région métropolitaine en faveur des PVVIH ?

SPM : Oh oui, elles ont énormément impacté le travail des membres du Forum de la Société Civile. En raison de ce problème, les déplacements sont devenus très difficiles, réduisant ainsi les activités de prévention et de sensibilisation. Cela entraîne également des problèmes dans le suivi médical, notamment pour la prise de

médicaments, les tests de charge virale et la participation des patients aux groupes de support

MD : Les camps de déplacés sont une nouvelle préoccupation pour les partenaires qui luttent contre les VBG. Quelles activités sont envisagées au niveau du Forum pour protéger les femmes et les jeunes filles ?

SPM : C'est une grande préoccupation, et dès le début, les organisations du Forum de la Société Civile ont formé un taskforce pour répondre à cette nouvelle situation.

MD : Quelles sont les tâches de ce taskforce ?

SPM : Les tâches de ce taskforce incluent le travail de supervision du MSPP comme lead et la réalisation d'activités de sensibilisation et d'éducation, la surveillance pour signaler les cas de viol et orienter vers le suivi médical, ainsi que rendre accessibles les services de prévention pour éviter la propagation du VIH, des IST et des grossesses non désirées dans le cadre des services disponibles dans la fenêtre de 72 heures.

Mackenz Dorvilus
Mackenzdorvilus@gmail.com



Solidarité des Femmes Haïtiennes Journalistes dans la lutte contre la VBG

Chaque année, du 25 novembre au 10 décembre, la campagne mondiale des 16 jours d'activisme contre les VBG vient rappeler l'urgence de lutter partout dans le monde contre les injustices que subissent les femmes et les filles. De la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre), à la Journée des droits humains (10 décembre), tout comme d'autres entités étatiques ou privées, Solidarité des Femmes Haïtiennes Journalistes (SOFEHJ) a consacré 16 jours à une campagne de sensibilisation pour l'égalité entre les femmes et les hommes et plus encore à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Martine ISAAC CHARLES, coordonnatrice générale de la SOFEHJ, explique aux lecteurs d'Attitude Santé le bien-fondé d'une telle initiative.

Marc-Kerley FONTAL : Mme ISAAC, pouvez-vous nous présenter la SOFEHJ ?

Martine I. CHARLES: Solidarité des Femmes Haïtiennes Journalistes (SOFHEJ) a pris naissance le 23 août 2008 à l'initiative d'une dizaine de femmes qui ont jugé opportun de créer cette structure se donnant pour mission de favoriser une meilleure représentativité des femmes dans les différents types de médias. Cette structure entend outiller les femmes haïtiennes journalistes à partir des séances de formation, de réseautages, des conférences pour qu'elles puissent s'imposer dans le milieu et que le journaliste en Haïti ne soit plus uniquement une affaire d'homme. SOFHEJ est partie du constat qu'il n'y avait pas beaucoup de femmes qui pratiquaient le métier sauf les rares femmes qui y étaient cantonnées dans des émissions à caractère musical. Malgré les multiples rebondissements politiques qui ont traversé le pays, on a constaté que les femmes ne s'impliquaient pas suffisamment dans les affaires politiques. Avec SOFEHJ, on voulait vraiment apporter un plus en termes de représentativité au sein des médias, non seulement en tant que professionnels de la Presse mais aussi comme sujet, parce que les dossiers liés aux femmes étaient relégués au second plan à l'époque. Aujourd'hui après 15 ans, la SOFEHJ compte une centaine de membres tant au niveau national qu'international. Toutefois, avec le flux migratoire et la situation sécuritaire qui augmentent dans le pays, nombreuses sont les professionnelles du journalisme à abandonner le secteur pour évoluer dans d'autres sphères d'activité, mais on tient le coup.

MKF : Pourquoi le projet de 16 jours d'activisme de la SOFEHJ ?

MIC : En tant qu'association de presse il est donc d'une importance capitale pour qu'on puisse se lancer dans les 16 jours d'activisme qui devient vraiment une grande obligation internationale pour dire non aux violences faites aux femmes et aux filles afin de faire la promotion d'une société égalitaire où les femmes ne sont plus dominées. Où l'on ne la regarde pas seulement au niveau genre mais comme un être humain à part entière.

Le bilan des activités

MKF : Après une telle activité, quel bilan ?

MIC : Le bilan est très positif. Pendant ces 16 jours on a publié quotidiennement sur nos pages sociales (Facebook et Autres), des messages, des vidéos de sensibilisation réalisés tant par des hommes que des femmes afin de démontrer que ce n'est pas uniquement une affaire de femme. En ce sens, on a encouragé les hommes à mettre la main à la patte. Pour clôturer ces 16 jours on a réalisé une séance de formation de deux jours qui a réuni plus d'une trentaine de journalistes des deux sexes. L'objectif était de les

Lire la suite P. 10



Cap-Haïtien/ VIH : La Stigmatisation... (suite)

Robens Doly, représentant de l'organisation ODELPA insiste sur l'engagement de tous les acteurs pour éviter la répétition de tels cas dans les centres de santé et les hôpitaux.

" La stigmatisation liée au VIH dans le Nord d'Haïti est un défi complexe mais surmontable. Investir dans l'éducation, l'accès aux soins et la mobilisation communautaire peut briser les barrières, favorisant une société inclusive. Les campagnes de sensibilisation et la collaboration entre autorités locales et ONG sont essentielles pour combattre la stigmatisation ", a rassuré le médecin.

N'est-il donc pas nécessaire d'avoir un personnel de santé plus éduqué et une population mieux informée pour une société moins discriminante envers les personnes atteintes du VIH ?

Mackenz Dorvilus
mackenzdorvilus@gmail.com

Des leaders de la société civile... (suite)

Soeurette Policar Montjoie, dans son intervention, a fait savoir que cet atelier de consultation a été une réussite.

Les différents objectifs visés ont été atteints. C'était aussi l'occasion pour les différents secteurs du Forum de la société civile de présenter leur bilan annuel. Les leaders de la société civile ont pu découvrir l'apport du secteur et surtout les moyens par lesquels ils peuvent continuer à collaborer pour rendre les partenaires plus efficaces.

Esperancia Jean Noel
esperanciajeannoel@gmail.com

CHIFFRES du mois

Avec une prévalence du VIH estimée à **1,7%** parmi les adultes (15-49 ans) en 2022, Haïti a réalisé des progrès significatifs entre 2010 et 2022, réduisant de **21%** les nouvelles infections et de près de **75%** les décès liés au sida/VIH, comme souligné par ONUSIDA.

Maryse... (suite)

Maryse a galéré pendant longtemps. Broyant du noir, elle s'est ouverte les veines et a même essayé d'absorber du chlorox pour mettre fin à ses jours.

Si elle est encore debout pour raconter son histoire, se demande beaucoup de membres de l'assistance, c'est parce que la mort ne voulait pas d'elle. Le destin a voulu qu'elle témoigne pour frapper les esprits.

En août dernier, Maryse, comme des centaines de personnes, sera contrainte de laisser sa maison pour se réfugier dans un camp de la zone métropolitaine. Lors d'un " closer group ", elle racontera pour une deuxième fois son histoire.

Quel ressort intérieur a poussé Maryse à raconter son histoire ? Une étincelle, une parole de la psychologue Esther NEREUS a suffi. Ces mots de la professionnelle de la psyché ont eu un effet immédiat sur la jeune fille.

Depuis, l'OCCEDH encadre Maryse. Cette structure a permis à cette jeune fille en classe terminale de suivre plusieurs séances de thérapie pour remonter la pente. Mme Chrislie LUCA, directrice exécutive de l'OCCEDH prend à cœur son traumatisme qui renvoie à plusieurs cas de ce genre en Haïti.

Au cours de l'année 2023, environ 467 femmes et 153 filles ont été violées selon le rapport d'une enquête de l'OCCEDH au niveau de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Créée depuis le 4 mars 2005, l'Organisation des cœurs pour le changement des enfants démunis d'Haïti prend en charge les cas des femmes et des filles en difficulté surtout dans les camps de déplacés.

(Maryse: nom d'emprunt)

Marc-Kerley Fontal
marckerleyfontal@gmail.com

Lutte contre le Sida :

Un septuagénaire PVVIH à la rescousse des ses pairs

Sous une pluie battante en cette période de Noël, la commune de Plaine du Nord dans l'arrondissement d'Acoul-du-Nord, est sous les eaux. Depuis des jours, ces pluies diluviennes rendent difficile tout déplacement dans le centre-ville. Le tableau de cette ville est méconnaissable : alluvions, boue dévalent les montagnes qui surplombent le faubourg. C'est dans cette situation quasi impraticable que nous sommes allés à la rencontre de Garçonvil Elie, un PVVIH plein d'entrain. Natif de Vallière, vivant à Fort-Liberté dans le département du Nord-Est, il participe depuis deux jours à une session de formation sur les services de soins différenciés pour les PVVIH et les populations clés. Cet atelier de formation mise en œuvre par l'Organisation de développement et de lutte contre la pauvreté (ODELPA) s'est déroulé à Morne Rouge, une section communale de la Plaine du Nord, située à 6 kilomètres de l'entrée sud de la ville du Cap-Haïtien. Une quarantaine de leaders de la société civile du Nord a pris part à cette formation inscrite dans cadre du programme de Surveillance dirigée par la communauté.



Un message qui allait transformer à jamais sa vie

Garçonvil, 72 ans, cheveux gris, affiche une gaieté ferme et enthousiaste devant nos caméras et micros. L'homme arbore un sourire qui souligne un reste de jeunesse et une aura de fraîcheur physique.

L'air rêveur, cet activiste dans la lutte contre le VIH depuis plus de 20 ans revient sur son histoire, son combat avec le virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

« Tout a commencé en 2003. À cette époque, j'étais gravement malade, méconnaissable, pareil à un ossement desséché. On m'a référé de Fort-Liberté au Centre Gheskio, situé au centre-ville de Port-au-Prince. Là-bas, j'allais recevoir le message qui allait transformer à jamais ma vie », raconte celui qui milite actuellement au sein de l'Association des personnes infectées et affectées par le VIH, dans le Nord-Est (APIA/VIH). Aussitôt que Garçonvil a entamé un traitement antirétroviral (ARV) selon les consignes de son médecin traitant, sa vie a pris un tournant. C'est pourquoi il soutient à qui veut l'entendre : " Ce qui compte pour moi, c'est de rester en vie avant tout. De même que je dois me nourrir quotidiennement, je prends aussi mes médicaments. "

Notons que le taux de séropositivité dans le Nord-Est, selon les chiffres du dernier rapport statistique du MSPP en 2022, s'élève à 20298, avec 591 personnes testées VIH connaissant leur statut (2.9%).

Comme un bon apôtre, Garçonvil part à la recherche des PVVIH vivant dans l'ignorance par rapport à l'existence de la maladie et son impact sur les communautés. Il prend son bâton de pèlerin et commence à sensibiliser les gens à Fort-Liberté. Il ira de localité en localité pour semer la bonne parole. " Lorsque j'ai commencé à prendre les médicaments, j'ai retrouvé totalement ma forme. Et c'est à ce moment-là que j'ai décidé moi-même d'aider les autres qui sombrent dans le découragement à cause des stigmatisations et discriminations ? " philosophe-t-il.

Du haut de son expérience de vie positive, il déclare tout bonnement : " Je leur ai dit de ne pas avoir peur du virus. Quand quelqu'un est atteint de diabète, de cancer, il le divulgue.

Lire la suite P. 10

L'Observatoire communautaire sur les services VIH en Haïti (OCSEVIH), créé le 10 décembre 2020, est un projet financé par le PEPFAR et le Fond Mondial. Il est mis en œuvre suivant une approche basée sur le Community Led Monitoring (CLM) en anglais ou la Surveillance dirigée par la communauté (SDC) en français, visant à collecter systématiquement des données au niveau de la prestation des services de santé.

Lutte contre le Sida...(suite)

Et pourquoi cette même personne a peur de dire qu'elle est infectée par le VIH ? Pourtant, si elle prend ses médicaments, le VIH devient inoffensif "

Garçonvil est le prototype de PVVIH qui donne un sens à la vie positive et une histoire à succès digne à raconter dans un article de presse ou dans un livre.

Pour parvenir à bout du VIH, que de chemins à parcourir ! " La vie des PVVIH n'est pas facile dans le département du Nord-est. Malgré mon dévouement, je ne suis pas satisfait parce que j'entends continuer la lutte pour une assistance plus significative à l'égard des PVVIH ", dit-il d'un ton ferme.

Revendicatif, Garçonvil Elie déclare : " Les PVVIH bénéficient uniquement des comprimés ARV et des médicaments contenant du fer. Il leur faut un peu plus. Je sais qu'il y a beaucoup de fonds dans la lutte pour les PVVIH. Moi, ce que je demande, c'est un accompagnement plus significatif dans les domaines comme le logement et également les activités génératrices de revenus. "

Dans son cahier de revendications, il n'oublie pas les enfants orphelins du SIDA. Il soulève le voile de la réalité du VIH/SIDA dans le grand Nord : " Comment les organisations de droits humains, de la société civile pourraient nous aider à sauver les OEV (Orphelins et Enfants Vulnérables au VIH/SIDA) de 10 à 15 ans dont les parents sont morts dans le programme ? Le VIH n'est-il pas un cheval de Troie pour certaines autorités au détriment des PVVIH ? Pourquoi dans mon département, les kits scolaires sont détournés à d'autres fins ? ", répète-t-il d'un ton pensif.

Garçonvil souhaite voir avant sa mort que chaque département ait un représentant dans cet espace d'échange. " C'est nous qui connaissons les problèmes sur le terrain. Il n'est pas possible qu'une personne qui n'a pas la moindre idée de nos problèmes nous représente au sein de l'observatoire ", déplore-t-il.

Mackenz Dorvilus
mackenzdorvilus@gmail.com

ZOOM-CODE

Au cours des années 1986 et 1987, un tournant décisif fut observé dans la réponse haïtienne au VIH/SIDA. L'Etat s'impliqua dans le " dossier SIDA " et confia par décret à la Croix Rouge Haïtienne le soin de s'occuper des opérations de dons et de transfusions de sang. Au cours de la même période, le SIDA devint une maladie à déclaration obligatoire. En 1987 la Commission Nationale de Lutte contre le SIDA (CNLS), une entité interministérielle, fut créée et en 1988 le Bureau de Coordination du Programme National de Lutte contre le SIDA (BCPNLS) vit le jour. Malgré ces efforts de structuration, aucune Loi n'a encore vu le jour pour protéger les Personnes vivant avec le VIH (PVVIH) contre la discrimination et la stigmatisation.

Solidarité des Femmes Haïtiennes Journalistes ...(suite)

sensibiliser et les pousser à travailler autour de la question pour déraciner ce fléau dans la société. On a eu une tournée médiatique pour participer à des émissions à grande écoute, on a participé à une table ronde avec le Réseau Genre dans l'action Humanitaire REGAH, car on a non seulement voulu faire la sensibilisation mais aussi nous mettre au service des autres structures de femmes qui militent dans le même sens.

des droits humains en particulier des droits des femmes. En se misant sur notre expérience, nous attendons à la base une autre forme d'éducation pour nos fils et nos filles afin d'avoir une société égalitaire où il fait bon de vivre.

MKF : Une telle activité est certainement importante pour votre structure. A quels résultats vous vous attendez ?

Propos recueillis par Marc-Kerley Fontal
marckerleyfontal@gmail.com

MIC : On attend que tout le monde s'engage comme un défenseur



Atelier de formation pour les moniteurs et les coordonnateurs de zone

A l'hôtel El Rancho, le mercredi 27 décembre 2023, s'est déroulée la deuxième journée de formation réalisée au profit des nouveaux moniteurs et des coordonnateurs de zone. Cette journée a été exclusivement consacrée à la collecte et l'analyse des données. Dans une ambiance participative, la responsable de données au Community Led Monitoring (CLM), Joanne Isidor, est intervenue sur la méthodologie utilisée par la surveillance dirigée par la communauté (SDC), les indicateurs du SDC en Haïti, les différentes étapes à franchir pour collecter et analyser les données, la gestion des ensembles de données, entre autres. " La collecte et l'analyse des données constituent un point extrêmement important dans cet atelier. Il est l'essence du travail que vous aurez à effectuer dans les sites de prise en charge des PVVIH et des populations clés ", a fait savoir Madame Isidor.

L'Observatoire communautaire des Services VIH (OCSEVIH) avec le support financier du Fonds Mondial a mis le paquet durant quatre jours. Cette activité a été réalisée dans trois départements du pays (Ouest, Nord, Sud). La même formation, simultanément, dans toute son amplitude, pour une soixante de participants et formateurs. Objectif de l'Observatoire : permettre aux participants d'acquérir des connaissances liées à la collecte de données dans les sites de prise en charge des PVVIH et des populations clés dans le but d'offrir un meilleur service de soins différenciés.

Comment s'est déroulée la collecte et l'analyse des données ?

Joanne Isidor, dans son intervention a mis l'accent sur les différentes étapes à suivre pour collecter les données dans les sites de prise en charge des PVVIH et des populations clés. " La première consiste à avoir une autorisation du ministère de la Santé publique et de la Population à travers le Programme national de lutte contre le SIDA (PNLS) donnant accès aux institutions. À partir de la lettre du PNLS, Il faut envoyer un mail aux responsables du site notifiant la date, l'objectif de la visite, les personnes que l'on souhaite interroger et la durée de la visite. Après, il est important d'effectuer un appel téléphonique pour assurer le suivi du processus ", a fait savoir la responsable de données.

Après ces premières démarches, pour une meilleure prise de contact, lors des visites de terrain, Mme Isidor a conseillé aux participants de se présenter aux responsables de l'institution, d'utiliser un langage fluide, courtois et calme. Elle a aussi clairement fait comprendre qu'il est important d'avoir un carnet d'adresse bien garni comportant les contacts du personnel de l'institution et des partenaires de mise e

La deuxième étape se porte sur le comportement à adopter pendant la durée de la cueillette des preuves dans les établissements. " Pour cette partie, il faut s'assurer de parcourir les outils de suivis et de comprendre toutes les questions, d'apporter tout le matériel nécessaire pour la collecte des données et de laisser suffisamment de temps pour bien surveiller afin d'obtenir toutes les informations dont on a besoin ", a insisté Mme Isidor.

Selon les explications fournies par l'intervenante, la troisième étape consiste à avoir le consentement des concernés avant de commencer avec les questions. Il est nécessaire que le patient ou le personnel médical puisse exprimer clairement leur volonté de prendre part à l'enquête. Si toutefois, ce dernier commence à répondre aux questions et décide de ne plus continuer, on doit simplement stopper l'entrevue. n œuvre.

Lire la suite P. 12



Atelier de formation pour les moniteurs ...(suite)

« Après la sauvegarde des données sur " Commcare ", on soumettra les résultats, procéder à leur analyse et ensuite planifier les visites de solutions, faire des plaidoyers dans l'objectif d'aboutir à un changement dans le système sanitaire ", a souligné la responsable de données.

Interactions des participants

Cette séance était très agitée avec les témoignages et le partage des expériences des anciens coordonnateurs et moniteurs. Les participants n'ont pas cessé de poser des questions dans l'objectif de mieux comprendre leur travail.

" Que faire si un responsable refuse une équipe de collecte de données malgré les démarches entreprises ", a soulevé un participant. " Est-ce obligatoire de toujours prendre des photos lors des visites de terrain ? ", a demandé un autre.

A cette phase des débats, Georgie Léger, une ancienne monitrice dans le département du Nord, a partagé ses expériences avec la salle. " Sur le terrain, les choses ne sont pas si faciles. Parfois, les responsables des sites ne veulent pas coopérer. Certains d'entre eux

peuvent être très hostiles vis-à-vis de l'équipe. Dans ce cas, il faut cultiver beaucoup de patience et de calme pour gérer la situation. Utiliser un langage très modéré ", a fait savoir Madame Leger.

En ce qui a trait aux clichés photographiques, Madame Isidor a conseillé de toujours avoir la permission de la personne en question. Car, le respect de sa vie privée est un impératif. Ce deuxième jour de formation a pris fin avec la présentation des formulaires à remplir pour la collecte des données lors des visites de terrain dans les centres de prise en charge.

Esperancia Jean Noël
esperanciajeannoel@gmail.com



**AUX COTÉS
DE NOS PARTENAIRES,
TRAVAILLONS ENSEMBLE
POUR FINIR AVEC
LE VIH/SIDA, LA MALARIA
ET LA TUBERCULOSE**



L'équipe de
Attitude Santé
Nouvel ODELPA/Forum de la société civile

Rédacteur en chef
Eddy Trofort

Rédacteurs / rédactrices
Espérance Jean Noël
Marie Juliane David
Marc-Kerley Fontal

Correcteur
Claude Bernard Sérant
Louiny Fontal

Photographe
Wegherley Joseph

Conception graphique et montage
Gladimy Ibraïme

Collecte de données
Sadrack Rateau